



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique  
N° 142 – 1<sup>er</sup> trimestre 2010



**SOMMAIRE**

<b>1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte</b>	<b>4</b>
<i>La conjoncture internationale et nationale du 1<sup>er</sup> trimestre 2010</i>	4
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
<b>2. Annexes statistiques</b>	<b>9</b>
<i>Note méthodologique</i>	9
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	10
<i>Vue d'ensemble</i>	10
<i>Agriculture et aquaculture</i>	11
<i>Industrie agroalimentaire</i>	12
<i>Autres Industries</i>	13
<i>Bâtiment et Travaux Publics</i>	15
<i>Commerce</i>	17
<i>Services marchands</i>	18
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	19
<i>Les entreprises</i>	20
<i>Investissement</i>	20
<i>Financement</i>	20
<i>Vulnérabilité financière</i>	21
<i>Les ménages</i>	22
<i>Consommation</i>	22
<i>Investissement immobilier</i>	23
<i>Vulnérabilité financière</i>	23
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	24
<i>Marché de l'emploi</i>	24
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	24
<i>Commerce extérieur</i>	25
<i>Transports</i>	26
<b>Liste des publications</b>	<b>27</b>

## 1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

### 1. La conjoncture internationale et nationale du 1<sup>er</sup> trimestre 2010

#### Une reprise modérée à plusieurs vitesses

Au premier trimestre 2010, la reprise économique s'est poursuivie mais à des allures différentes, timidement dans beaucoup de pays avancés et vigoureusement dans la plupart des pays émergents. Les tensions inflationnistes mondiales sont restées faibles en raison d'importantes capacités de production inutilisées, tandis que les prix des matières premières continuent de progresser.

Les Etats-Unis continuent de s'inscrire sur une trajectoire de reprise. Le PIB en volume a progressé au premier trimestre de 3,2 %, après 5,6 % en rythme annualisé<sup>1</sup> au quatrième trimestre 2009. Le regain de la consommation finale des ménages a notamment permis de compenser les effets négatifs de la baisse des dépenses publiques et d'une moindre progression des exportations relativement aux importations. Les caractéristiques du marché de l'emploi montrent qu'il s'agirait d'une reprise sans emploi (taux de chômage toujours proche de 10 %, recours aux pratiques d'emplois à flux tendus, changements économiques structurels). Le taux d'inflation est de 2,3 % en glissement annuel en mars. La Réserve Fédérale a continué de maintenir ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, l'amélioration de la situation économique s'est poursuivie avec, d'une part, la consolidation de la confiance des chefs d'entreprise et, d'autre part, une reprise des exportations dans le secteur manufacturier. Les prix à la consommation ont de nouveau été en recul à -1,1 % en mars.

Au Royaume-Uni, l'amélioration progressive de la situation économique s'est poursuivie avec une croissance du PIB en volume à 0,2 % en rythme trimestriel après 0,4 % au quatrième trimestre. L'inflation s'est de nouveau accélérée, s'établissant à 3,4 % en mars.

La zone euro enregistre une progression modérée de son PIB en volume à 0,2 % au premier trimestre après 0 % au quatrième trimestre 2009. La production industrielle poursuit sa reprise et progresse de 1,3 % en mars 2010 sur un mois et de 6,9 % sur un an. La hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à 1,5 % en avril 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix de l'énergie. Le taux de chômage dans l'UE27 s'est accru pour atteindre 9,6 % au premier trimestre après 9,4 % au dernier trimestre 2009. La BCE a laissé inchangé le taux d'intérêt de ses opérations principales de refinancement à 1 %.

En France, le PIB décélère au premier trimestre à 0,1 % après 0,5 % au trimestre précédent. La consommation des ménages, stable sur le trimestre (0 % après 0,9 %), et la nouvelle diminution de l'investissement, ont contribué négativement à la croissance. A la différence du dernier trimestre 2009, la contribution du solde extérieur a été positive avec une accélération des exportations et une décélération des importations. La production a légèrement ralenti (0,2 % après 0,6 %), notamment du fait du fléchissement de la production de biens d'équipement. Le taux de chômage s'établit à 10,1 % au premier trimestre après 10 % au dernier trimestre 2009. L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en avril, lié principalement à une nouvelle hausse des prix de l'énergie.

La reprise dans la plupart des pays émergents a été relativement plus vigoureuse, du fait notamment d'un regain de leurs exportations plus important que prévu, conjugué au renforcement de leur demande intérieure. La Chine a enregistré une croissance de 11,9 %<sup>2</sup> soit la plus forte enregistrée depuis le dernier trimestre 2007. Dans les pays d'Amérique latine, la production industrielle a progressé à des rythmes soutenus (18,4 % au Brésil, 11 % en Argentine), et les taux d'inflation sont restés élevés (9,7 % en Argentine, 5 % au Mexique).

<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel, 1,4 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 et 0,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

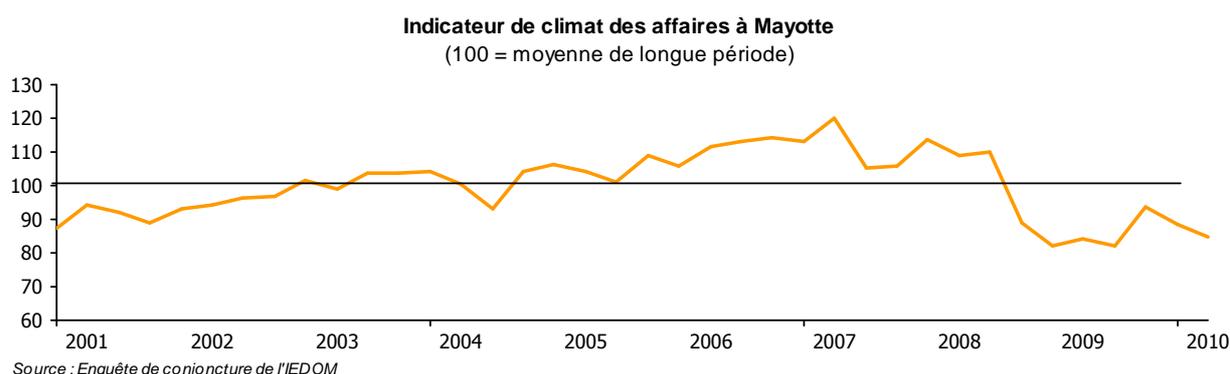
<sup>2</sup> Soit 2,85 % en rythme trimestriel.

## 2. La conjoncture à Mayotte

### L'activité économique ne se redresse toujours pas

L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est de nouveau dégradé au premier trimestre 2010 ; il se situe ainsi à un niveau historiquement bas, même s'il n'atteint pas le creux observé au tournant de l'année 2009. Cette détérioration s'explique par les anticipations pessimistes pour les prochains mois, à l'exception des prévisions d'investissements qui sont moins déprimées mais traduisent plus des renouvellements de matériel que des extensions d'activité.

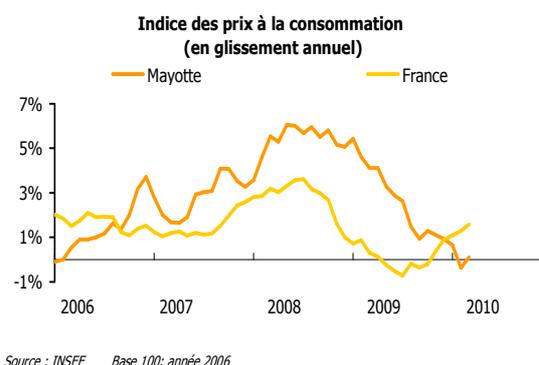
La consommation des ménages montre des signes de reprise mais l'investissement des entreprises reste mal orienté.



Les secteurs du BTP et du commerce sont les plus touchés par cette baisse. Au total, la perspective d'une reprise au prochain trimestre semble peu probable.

### Les prix sont maintenant en baisse

Après une hausse de 0,7 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, l'indice des prix à la consommation diminue de 0,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Ce recul s'explique par une baisse sensible des prix des produits manufacturés (-1,5 %) et des services aux ménages (-1,0 %), plus mesurée pour les prix des produits alimentaires (-0,3 %).

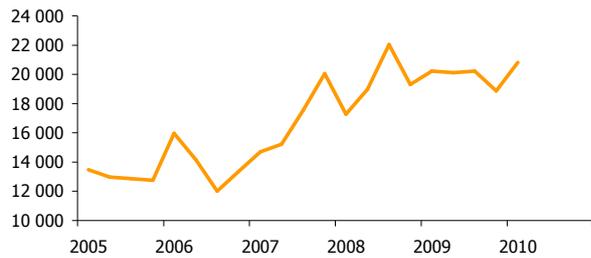


Sur douze mois, les prix sont pratiquement stables (+0,1 % en glissement annuel au 31 mars 2010). La hausse des prix des services aux ménages (+3,6 %) a été tempérée par le recul des prix des produits alimentaires (-3,6 %), alors que les prix des produits manufacturés sont restés quasiment stables (-0,1 %). Les prix de l'énergie devraient s'apprécier dans les prochains mois avec la mise en place de la taxe locale d'électricité à Mayotte.

### La consommation des ménages progresse

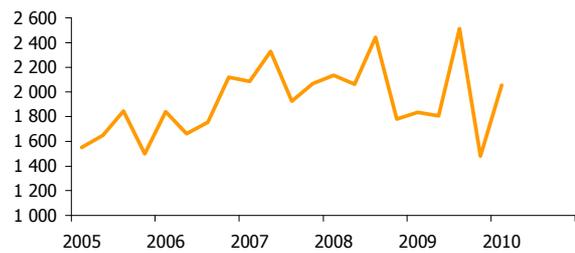
La consommation des ménages mahorais se redresse au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Les importations de produits alimentaires progressent de 10 %, tandis que celles de textiles et de biens d'équipement ménager s'améliorent respectivement de 39 % et de 31 %. Le secteur automobile affiche lui aussi une légère reprise depuis le début de l'année, avec une progression de 9 % des ventes de véhicules de tourisme neufs sur le trimestre.

**Importations de produits alimentaires  
(données CVS)**



Source : Direction régionale des Douanes

**Importations de produits textiles  
(données CVS)**



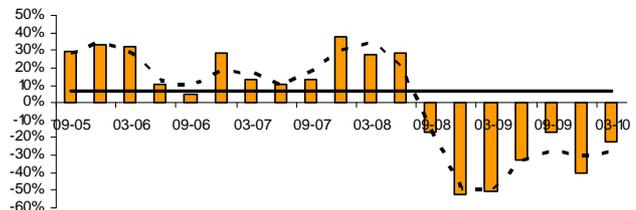
Source : Direction régionale des Douanes

Les entreprises du secteur du commerce émettent cependant un avis plutôt défavorable sur leur activité, qui traduit principalement l'inquiétude des dirigeants face à de lourds retards de paiement, notamment de la part des services publics, qui pénalisent leur trésorerie.

### L'investissement est toujours déprimé

L'enquête de conjoncture fait ressortir une atténuation du repli de l'investissement des entreprises. Toutefois, ce moindre pessimisme concerne principalement le renouvellement de machines.

*Prévisions d'investissements*



La baisse des importations de biens d'équipement professionnel se poursuit (-8 % au 1<sup>er</sup> trimestre en données CVS, après -6 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009). Sur un an, le recul est encore plus marqué (-47 %). Les ventes de véhicules utilitaires se sont pourtant accrues (+22 % après +14 % au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2009).

L'encours des crédits à l'investissement progresse de 1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 et de 10 % sur un an.

L'investissement des ménages semble se redresser : l'encours des crédits à l'habitat progresse à +6,2 % au cours des trois derniers mois de 2009, le glissement annuel s'établit à +9 %.

### Les importations repartent à la hausse

Malgré une reprise des exportations de poissons et d'ylang-ylang sur le trimestre, la diminution des réexportations a entraîné un recul des exportations globales sur le trimestre (-7 %). Les importations progressent de 9 %, après un repli de 20 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 ; sur un an, elles augmentent de 15 %, tirées par la consommation croissante des ménages.

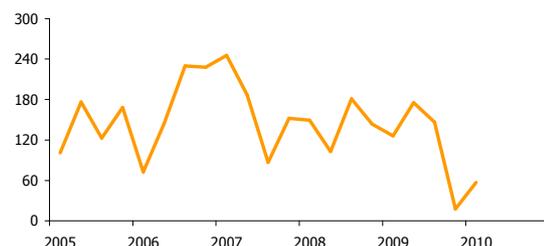
### L'activité des secteurs du BTP et du commerce est morose

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, l'activité de l'**industrie agro-alimentaire** est en demi-teinte et les chefs d'entreprises n'envisagent pas de véritable amélioration pour les mois à venir.

Le **secteur agricole** enregistre une timide amélioration : les ventes de poissons d'élevage à l'international progressent légèrement, même si elles restent encore inférieures de moitié au niveau des années précédentes

Les exportations d'ylang-ylang progressent (+8 % sur le trimestre et +48 % sur un an mais restent marginales (3 % des exportations globales).

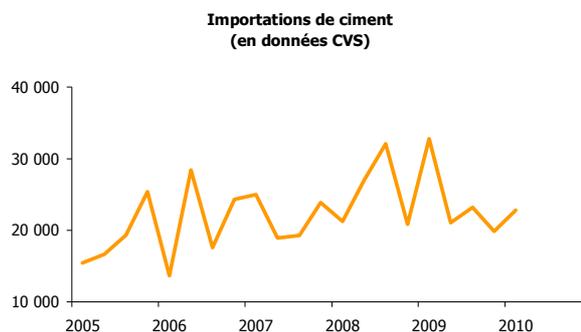
**Exportations de poissons d'élevage  
(en données CVS)**



Source : Direction régionale des Douanes

Après une orientation défavorable au dernier trimestre 2009, l'**activité industrielle** enregistre une croissance qui devrait se prolonger au cours des prochains mois et s'accompagner d'un meilleur niveau d'investissement.

La situation du secteur du **bâtiment et travaux publics** reste préoccupante ; les projets font défaut, les retards de paiements sont préjudiciables aux trésoreries, les perspectives de reprise se font attendre et les effectifs se réduisent. Les importations de ciment restent à un niveau inférieur de 30 % à celui de mars 2009. Les carnets de commande étant au plus bas niveau, les professionnels n'envisagent pas d'investir ni de recruter dans les prochains mois.



Source : Direction régionale des Douanes

L'**activité commerciale** est toujours déprimée. Les délais de paiement gèlent les investissements et les chefs d'entreprises font état d'une réduction significative des effectifs. Les perspectives ne font état d'aucune amélioration pour les prochains mois.

Le courant d'affaires des **services marchands** est en légère hausse pour la première fois depuis un an. Les chefs d'entreprises tablent sur une activité plus favorable au prochain trimestre, qui devrait s'accompagner de recrutements et d'investissements.

L'**activité touristique** ralentit mais, bien que le nombre de passagers arrivés à l'aéroport se replie de 9 % sur le trimestre, la fréquentation touristique reste supérieure à celle des dernières années (+15 % par rapport à mars 2009 et 2008 et +21 % par rapport à mars 2007).



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

## Le dispositif de médiation du crédit

### Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
  - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
  - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
  - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
  - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

\*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

### La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

## 2. ANNEXES STATISTIQUES

### 1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives disponibles ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectuée à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

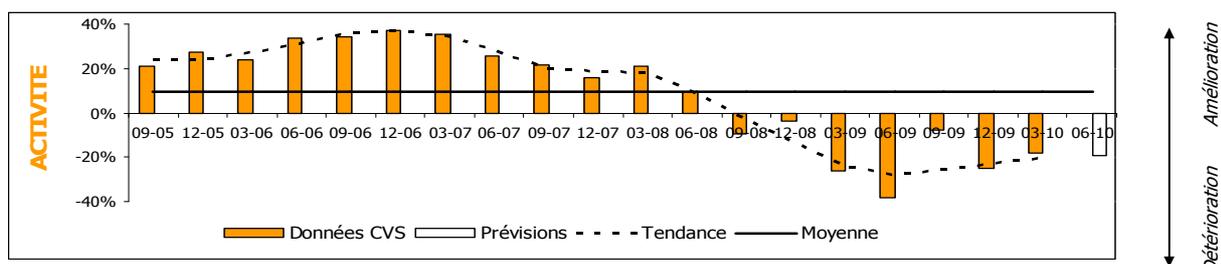
### Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

*L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.*

Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

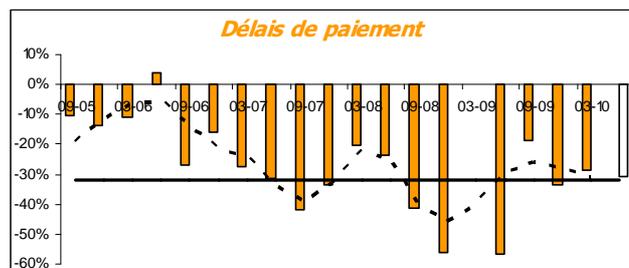
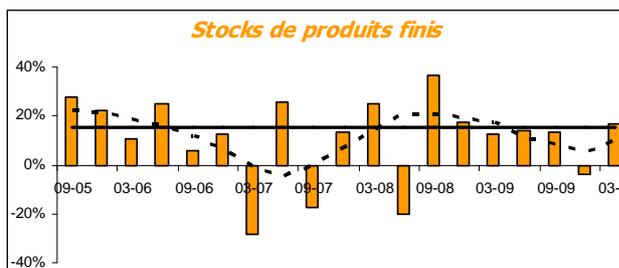
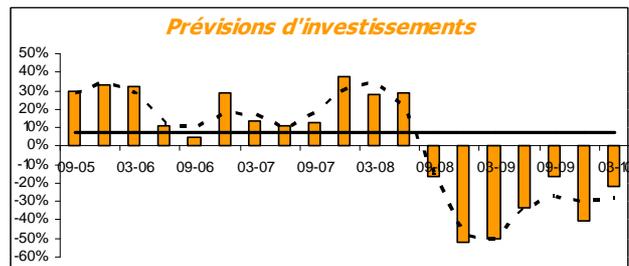
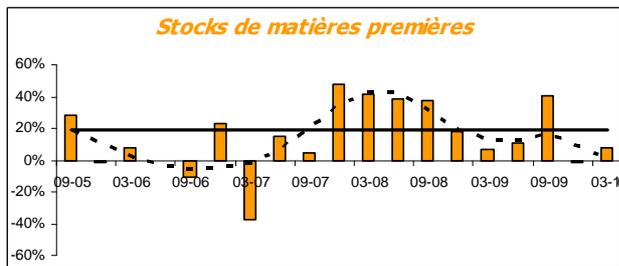
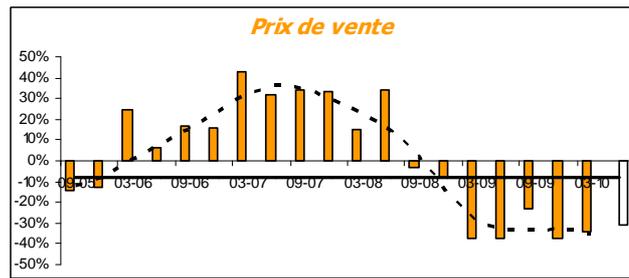
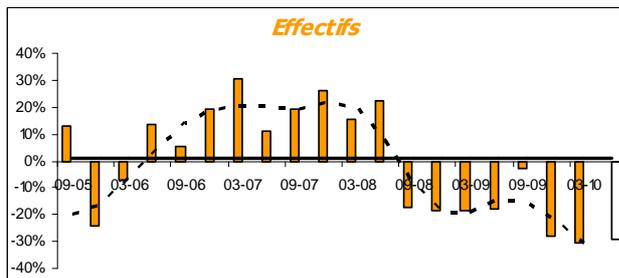
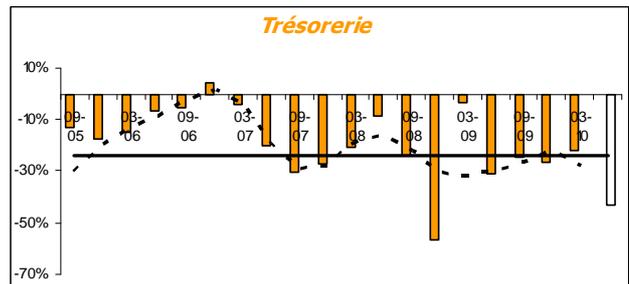
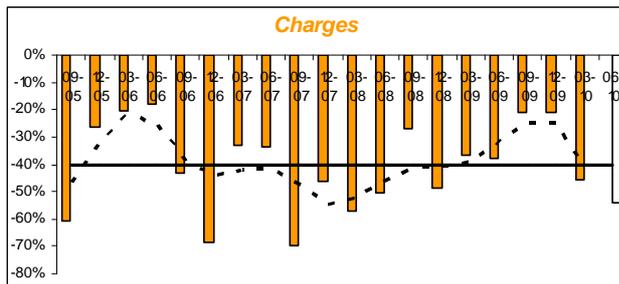
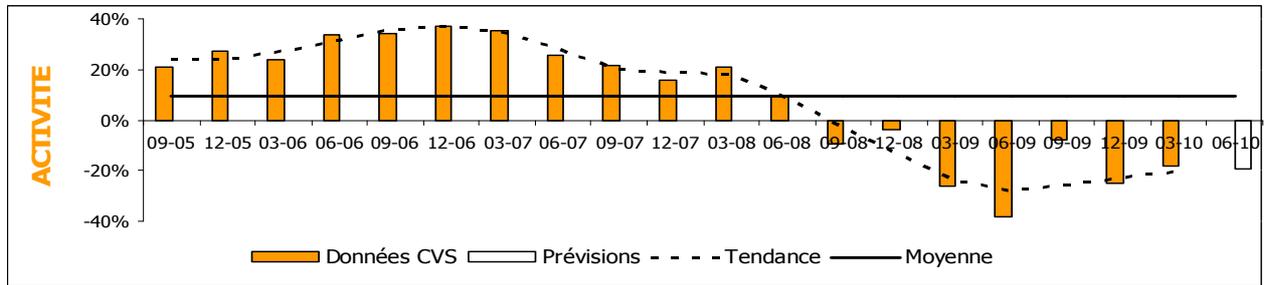
### Exemple :



2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

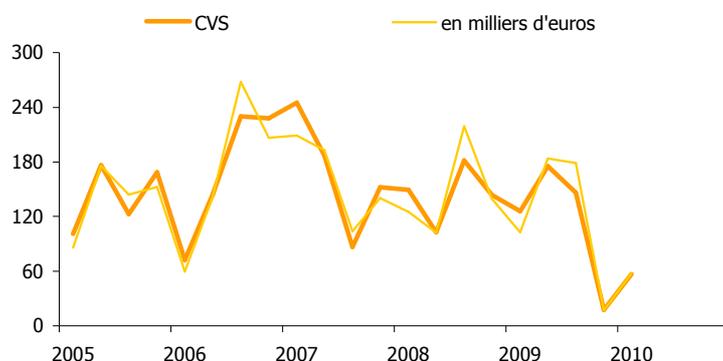
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>3</sup>



<sup>3</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 60 entreprises, employant au total 3 301 salariés. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions (Corrigés de Variations Saisonnières) relatifs au trimestre écoulé (1<sup>er</sup> trimestre 2010) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

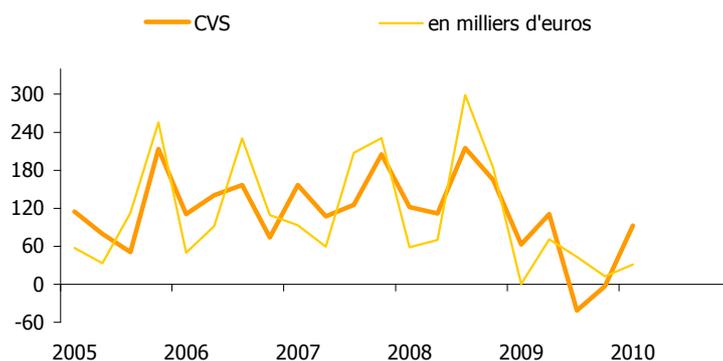
**AGRICULTURE ET AQUACULTURE**

**Exportations de poissons d'élevage**



Source : Direction régionale des Douanes

**Exportations d'essence d'ylang-ylang**



Source : Direction régionale des Douanes

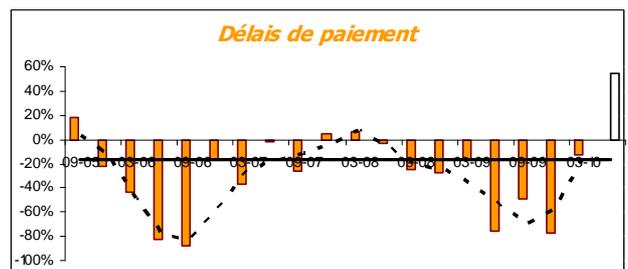
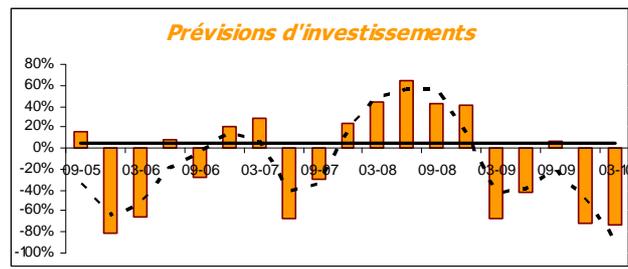
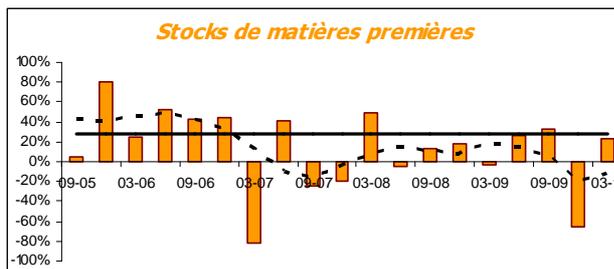
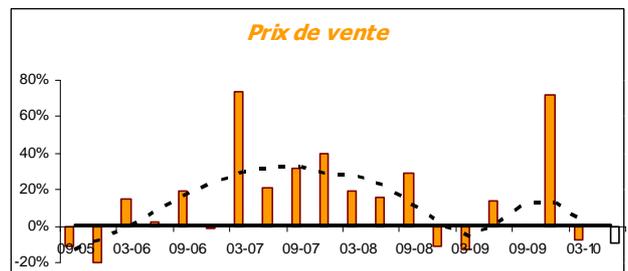
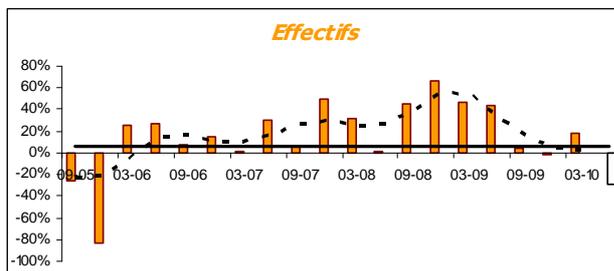
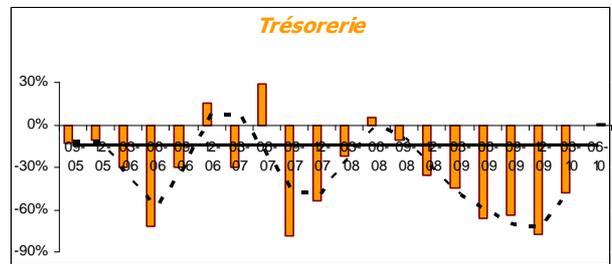
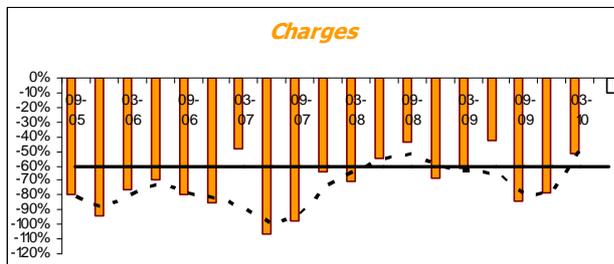
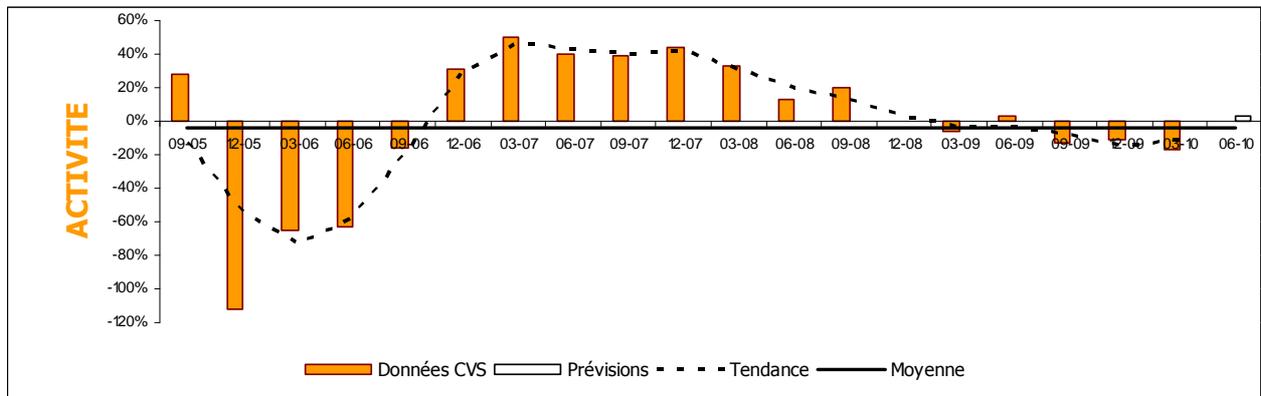
**Exportations agricoles**

<b>Essence d'ylang-ylang</b>	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Σ10/Σ09
Volume (tonnes)	1,0	0,7	1,3	0,7	0,6	0,8	0,6	0,6	0,5	-21,5%	-13%	-13%
Valeur (milliers d'euros)	57,1	49,6	93,1	58,2	0,6	71,1	43,5	12,8	31,2	143%	5554%	8%
CVS	115,0	110,9	156,5	122,2	62,6	110,8	-41,2	-2,9	92,9	3123%	48%	-
<b>Produits aquacoles</b>	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Σ10/Σ09
Volume (tonnes)	19,1	13,4	36,4	20,8	15,8	28,4	27,6	17,2	11,0	-36%	-31%	-31%
Valeur (milliers d'euros)	86	60	209	125	103	184	179	17	58	241%	-44%	-31%
CVS	101	72	245	149	126	176	146	18	57	217%	-55%	-

Source : Direction régionale des Douanes

**INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE**

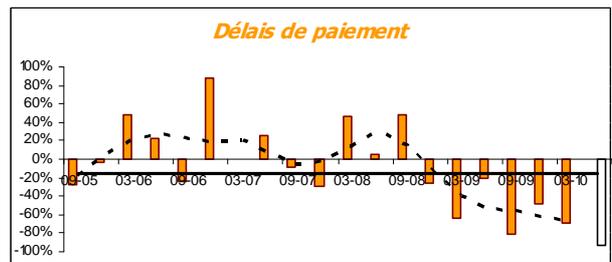
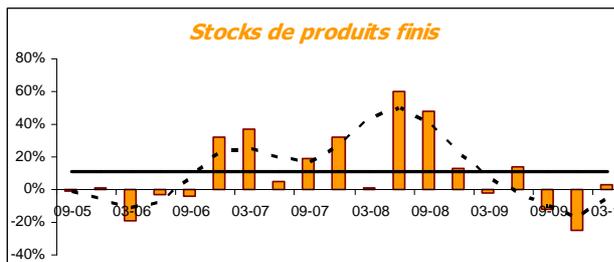
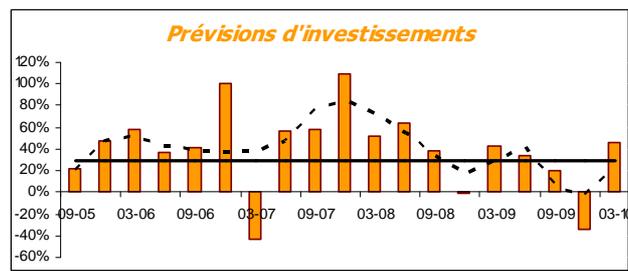
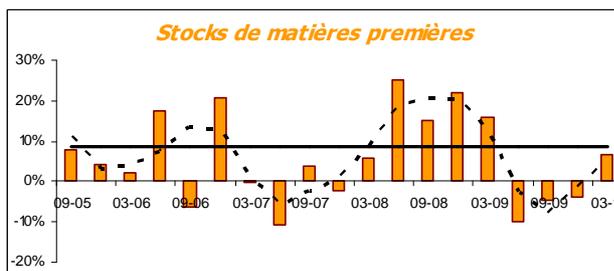
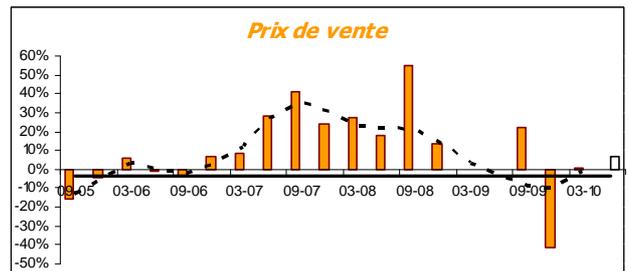
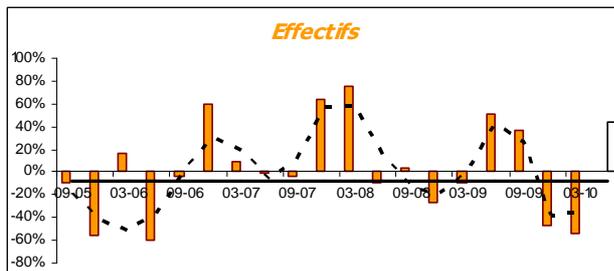
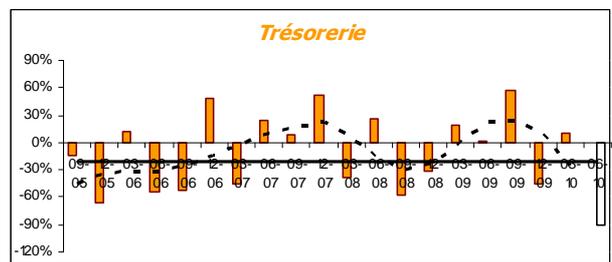
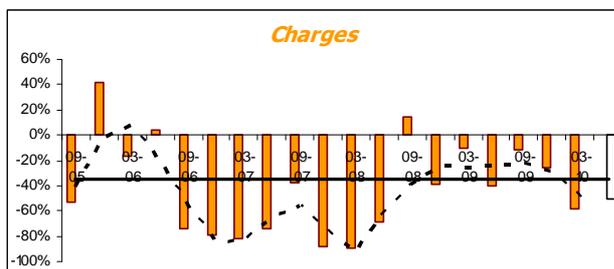
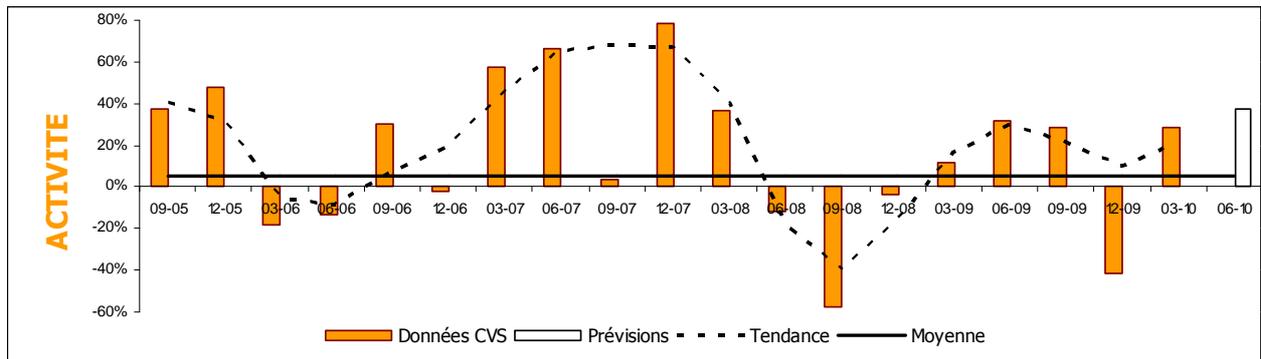
**Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>4</sup>**



<sup>4</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 6 entreprises de l'industrie agroalimentaire (178 salariés).

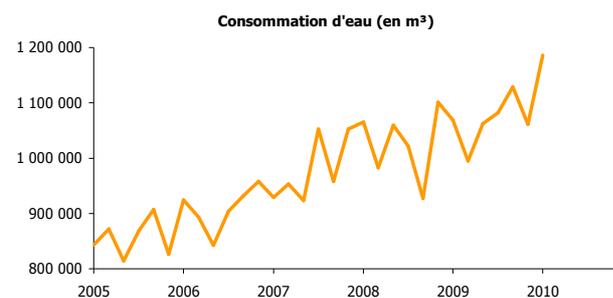
**AUTRES INDUSTRIES**

**Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 décembre 2009<sup>5</sup>**

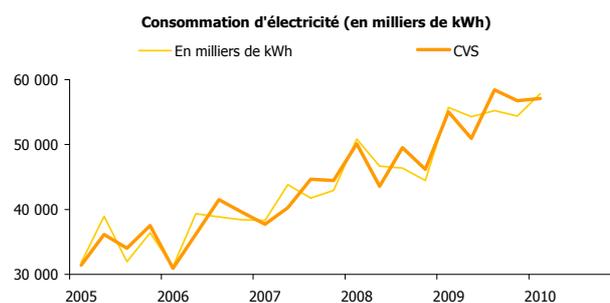


<sup>5</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 6 entreprises du secteur de l'industrie (249 salariés).

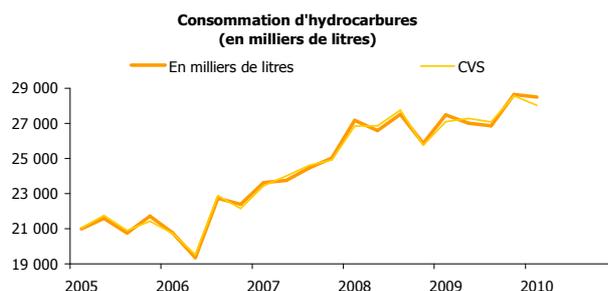
## La consommation énergétique



Source: Sogea



Source: Electricité de Mayotte



Source: Total Mayotte

### Évolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09
Nombre d'abonnés	28 916	30 133	31 025	32 604	33 800	134 125	34 734	35 324	35 798	1,3%	5,9%
Consommation (milliers de kWh):	31 809	31 197	38 318	50 855	55 708	54 319	55 205	54 390	57 840	6,3%	3,8%
Consommation (CVS)	31 444	30 946	37 742	50 120	55 009	50 963	58 406	56 739	57 093	0,6%	3,8%

Source : Electricité de Mayotte

### Évolution de la consommation de carburant

CARBURANT	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09
En milliers de litres	20 979	20 770	23 628	27 160	27 464	27 008	26 845	28 632	28 493	-0,5%	3,7%
CVS	21 039	20 733	23 431	26 839	27 077	27 274	27 075	28 570	28 019	-1,9%	3,5%

Source : Total Mayotte

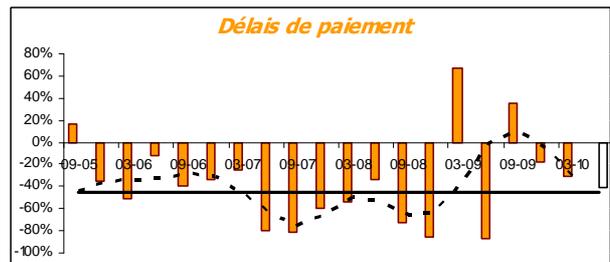
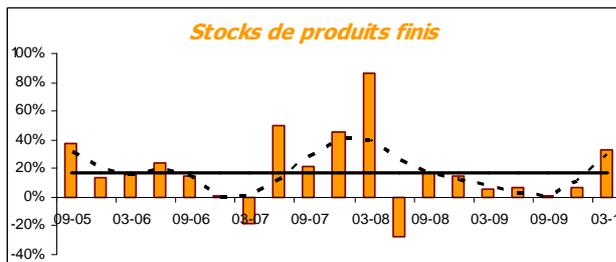
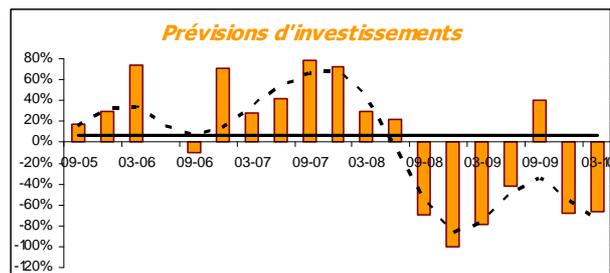
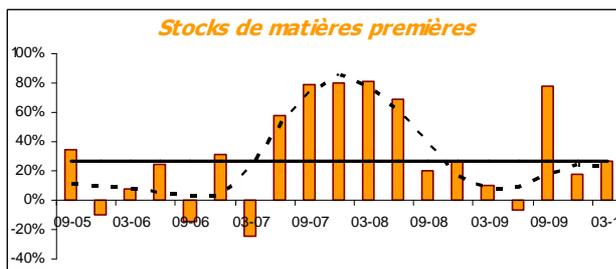
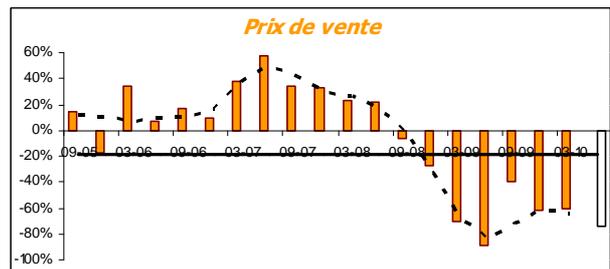
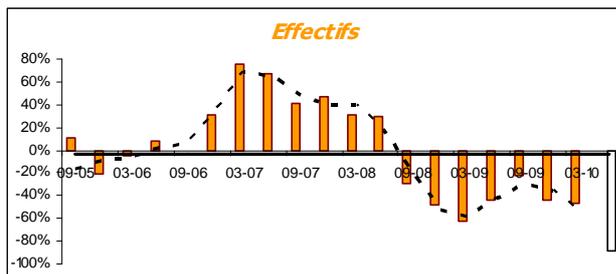
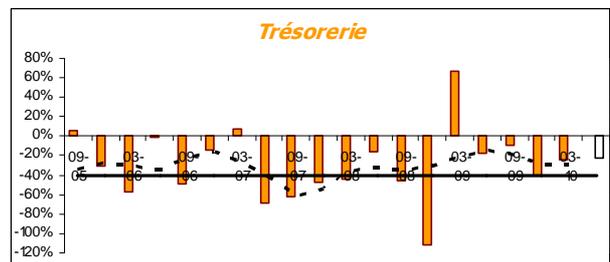
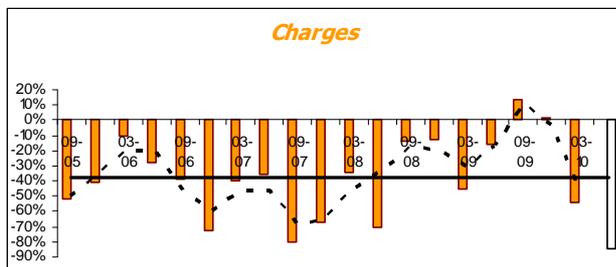
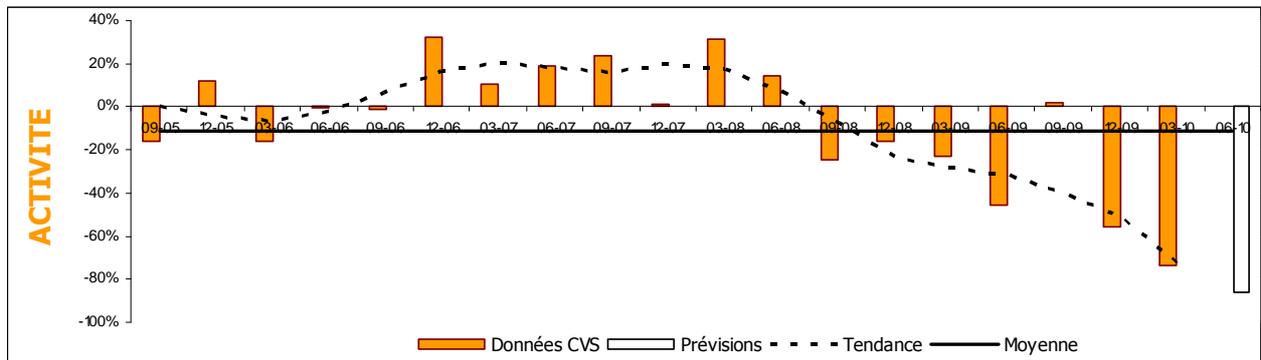
### Évolution de la consommation d'eau

EAU	1B05	1B06	1B07	1B08	1B09	2B09	3B09	4B09	5B09	6B09	1B10	1B10/6B09	1B10/1B09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Nombre d'abonnés	29 496	27 955	29 247	30 878	34 229	33 924	34 668	34 826	34 508	34 593	34 692	0,3%	1,1%		-
Consommation d'eau (en m³)	842 763	923 960	929 235	1 064 863	1 068 485	994 571	1 062 044	1 081 820	1 128 467	1 060 906	1 185 807	11,8%	-0,7%	1 185 807	11,0%
Consommation moyenne (m³/abonné)	28,6	33,1	31,8	34,5	31,2	29,3	30,6	31,1	32,7	30,7	34,2	11,5%	9,5%		-

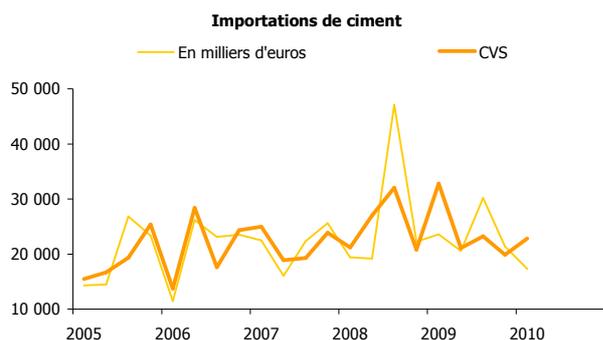
Source : Sogea

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

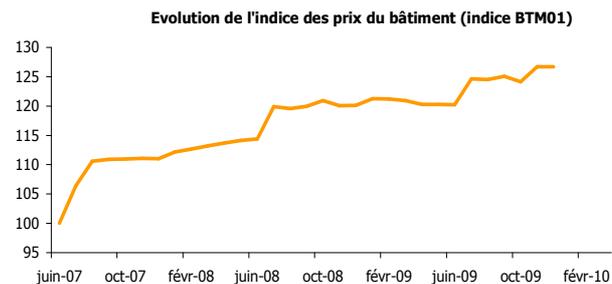
**Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>6</sup>**



<sup>6</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 9 entreprises du BTP (1121 salariés).



Source : Direction régionale des Douanes



Source: FMBTP/Direction de l'Equipeement

Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).

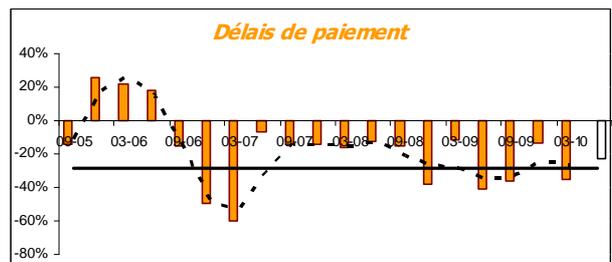
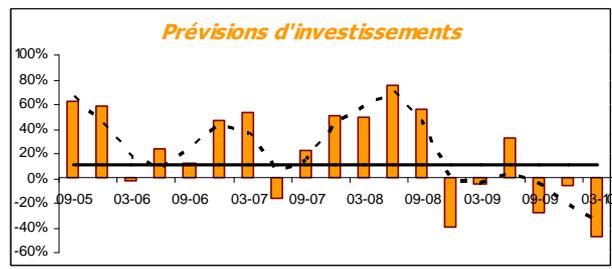
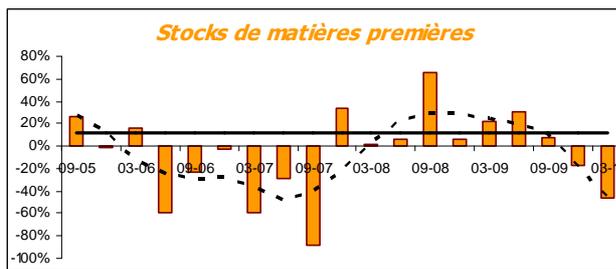
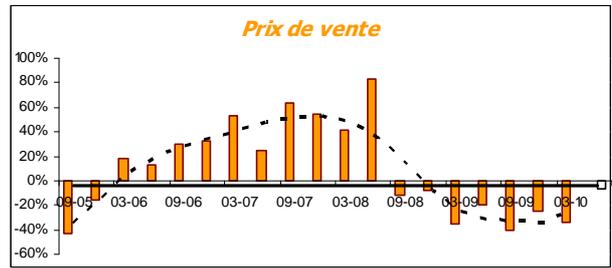
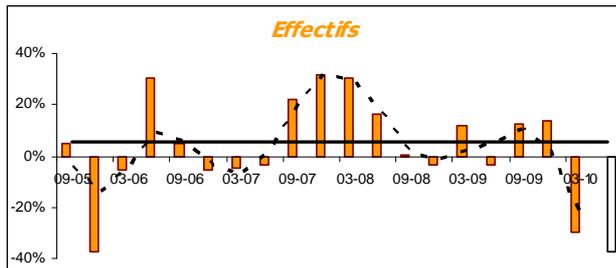
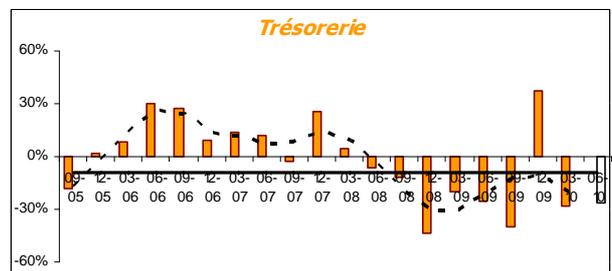
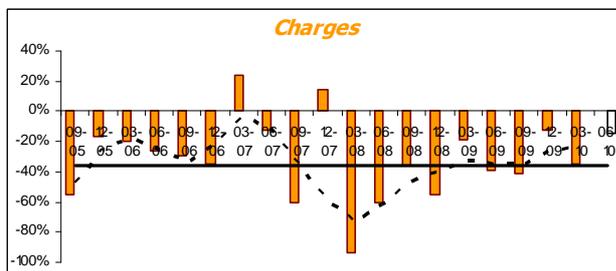
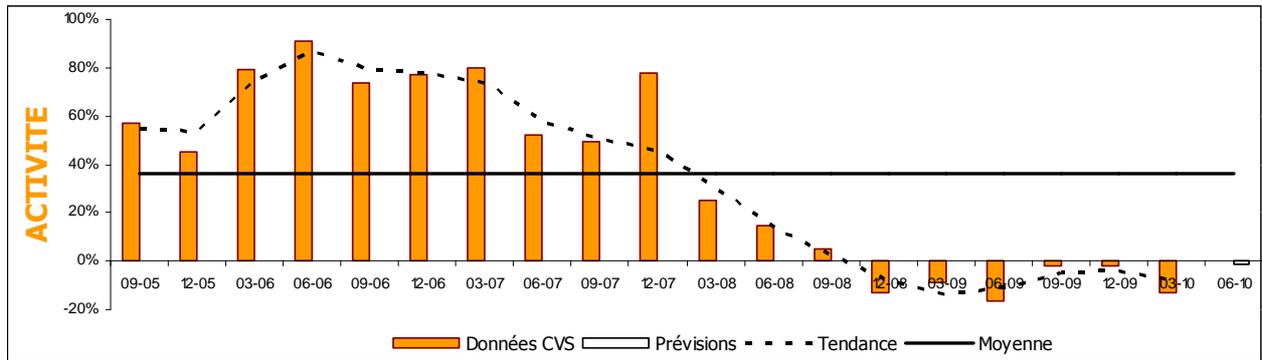
### Importations de ciment

CIMENT	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
En milliers d'euros	1 075	1 037	2 074	3 673	2 424	2 214	2 549	1 805	1 567	-13%	-35%	1 567	-35%
En tonnes	14 315	11 454	22 463	19 412	23 604	20 567	30 232	21 338	17 331	-19%	-27%	17 331	-27%
CVS	15 470	13 693	24 981	21 234	32 786	21 069	23 194	19 855	22 830	15%	-30%	-	-

Source : Direction régionale des Douanes

COMMERCE

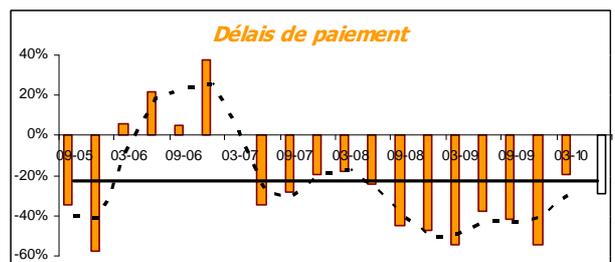
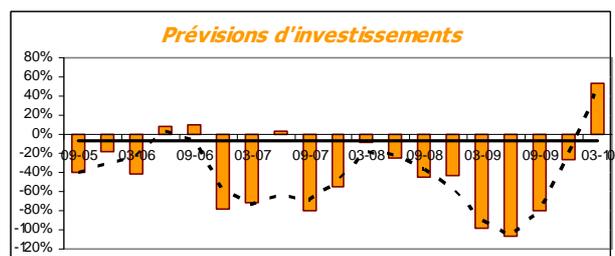
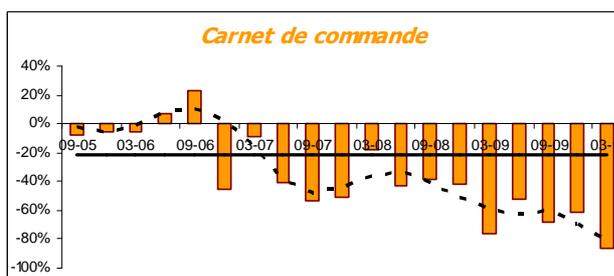
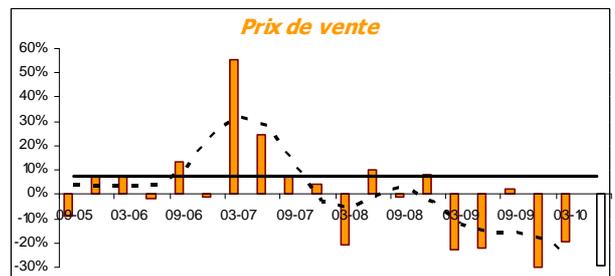
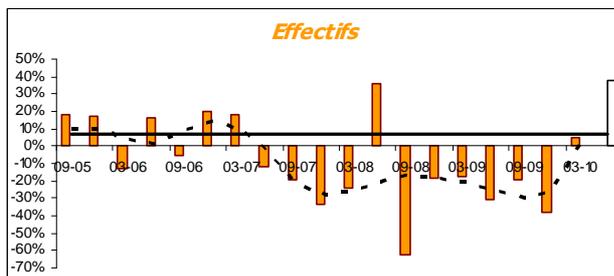
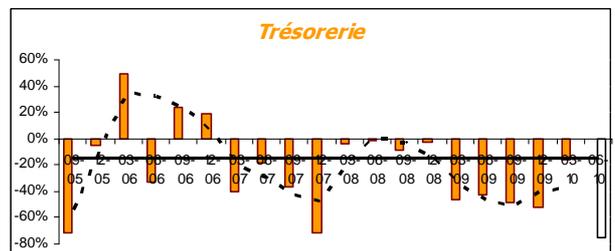
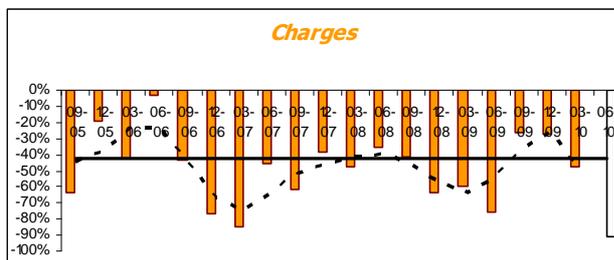
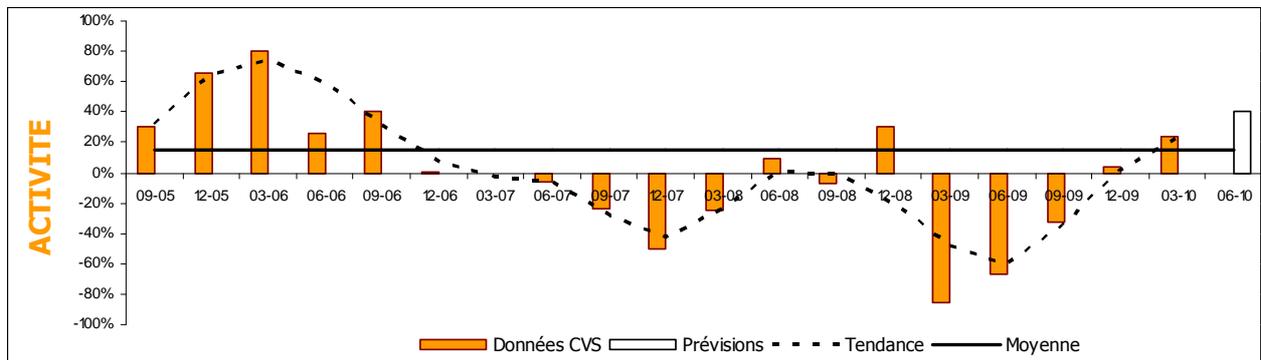
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>7</sup>



<sup>7</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 22 chefs d'entreprises du commerce (741 salariés).

**SERVICES MARCHANDS**

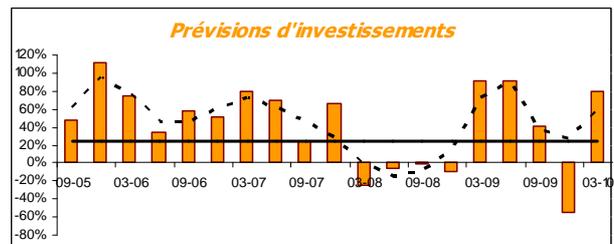
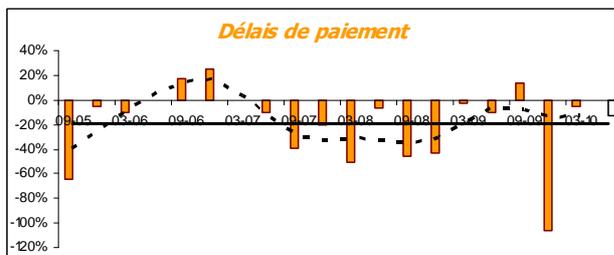
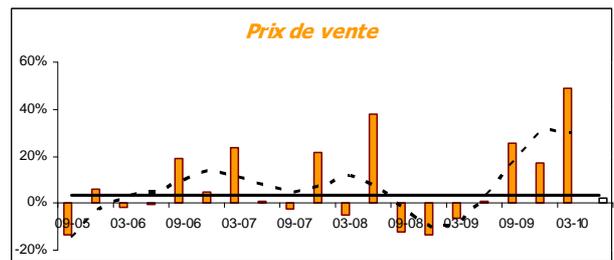
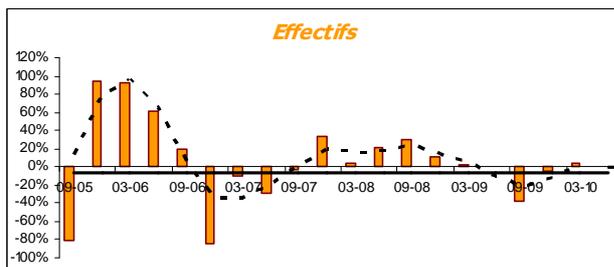
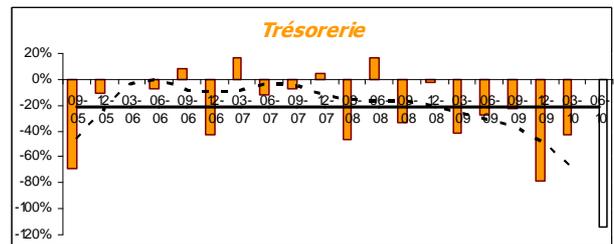
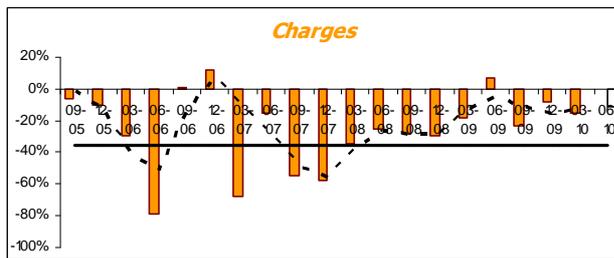
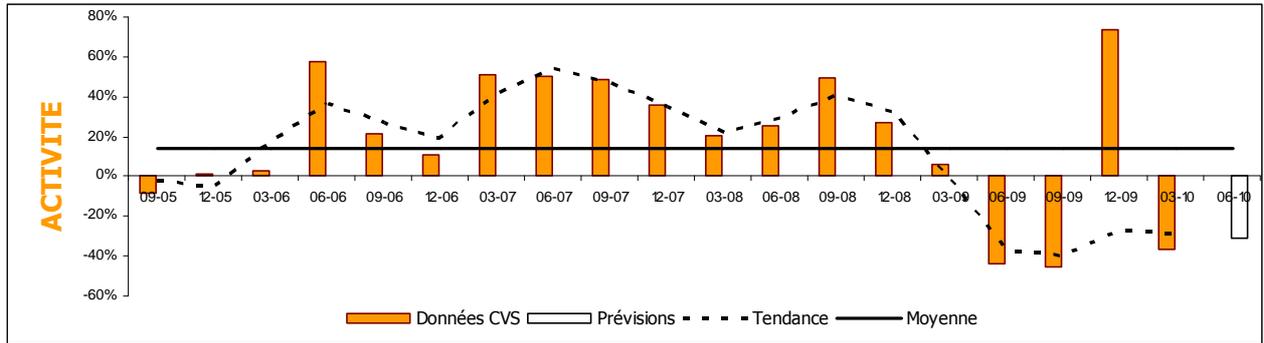
**Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>8</sup>**



<sup>8</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 14 dirigeants d'entreprises de services (948 salariés).

**HÔTELLERIE - TOURISME**

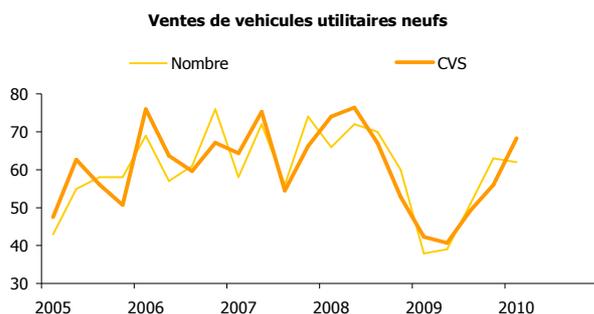
**Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 31 mars 2010<sup>9</sup>**



<sup>9</sup> L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 3 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie (64 salariés).

### 3. Les entreprises

#### 3.1 L'investissement des entreprises



Source : Sorefi



Source : Direction régionale des Douanes

#### Ventes de véhicules utilitaires neufs

	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Nombre	43	69	58	66	38	39	51	63	62	-1,6%	63,2%	62	63,2%
CVS	48	76	64	74	42	41	49	56	68	21,9%	61,5%	-	-

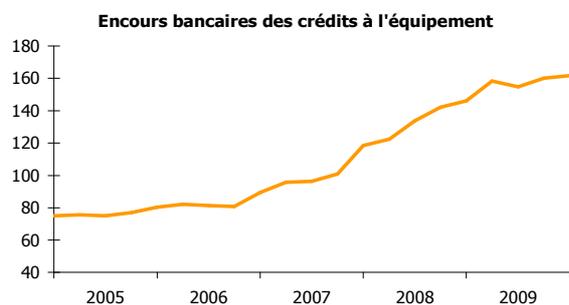
Source : SOREFI

#### Importations de biens d'équipement professionnel

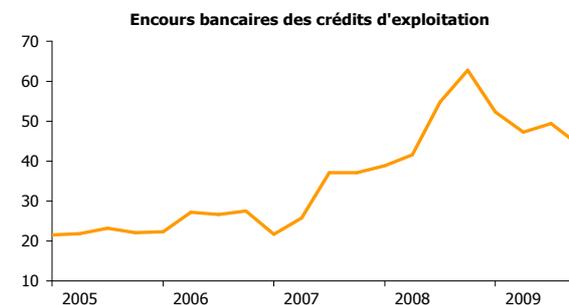
	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
En milliers d'euros	2 968	3 931	3 965	6 670	5 361	3 588	3 734	3 316	2 882	-13,1%	-46,2%	2 882	-46,2%
CVS	3 073	4 200	4 301	6 859	5 697	3 881	3 520	3 306	3 037	-8,1%	-46,7%	-	-

Source : Direction régionale des Douanes

#### 3.2 Le financement des entreprises



Source : IEDOM Mayotte



Source : IEDOM Mayotte

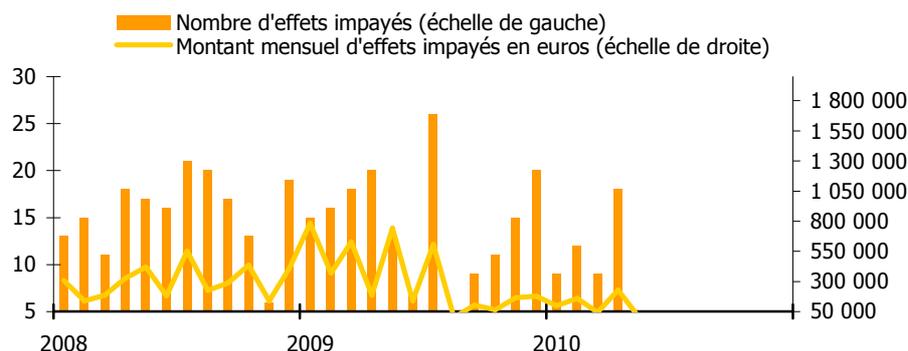
#### Encours des crédits à l'équipement et d'exploitation (établissements de crédit locaux et non locaux)

en millions d'euros	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec.-09/sept.-09	dec.-09/dec.-08
crédits à l'équipement	74,9	80,3	89,4	118,4	146,2	158,3	154,7	160,0	161,7	1,1%	10,6%
crédits d'exploitation	19,8	22,1	27,5	37,1	62,7	52,3	47,2	49,4	44,1	-10,7%	-29,7%

Source : IEDOM

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets

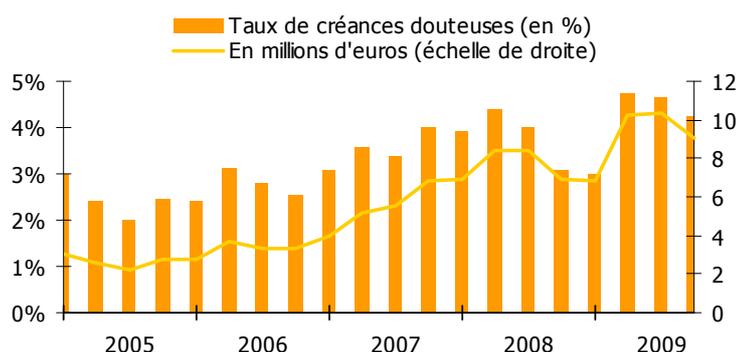


Source : IEDOM Mayotte

	1T08	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09
Montant, en milliers d'euros	628,2	924,7	1061,2	980,9	1777,3	1065,4	nd	405,0	298,0	-26,4%
dont contestations de créances	160,1	313,4	167,8	64,7	426,5	50,1	nd	20,0	50,8	154,0%
dont incapacités de paiement	468,2	611,2	893,4	916,3	1350,8	1015,3	nd	385,0	247,3	-35,8%
Nombre	39	51	58	38	49	40	nd	46	30	-34,8%

Source : IEDOM

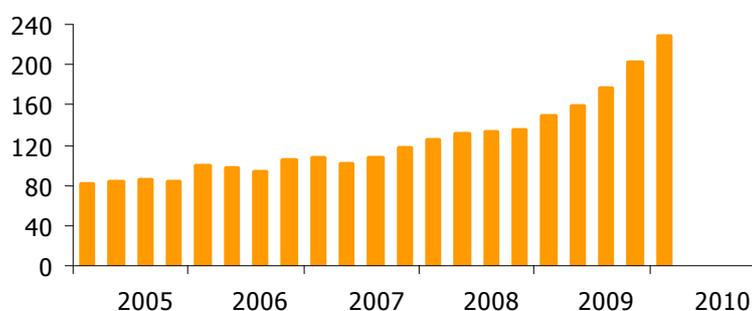
Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux (ratio créances douteuses/ total des crédits)



	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec.-09/sept.-09	dec.-09/dec.-08
en millions d'euros	2,1	2,8	3,3	6,8	6,9	6,8	10,3	10,3	9,1	-12,2%	31,6%
Taux de créances douteuses	2,2%	2,5%	2,5%	4,0%	3,1%	3,0%	4,7%	4,7%	4,2%	-0,5 pt	1,1 pt

Source : IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



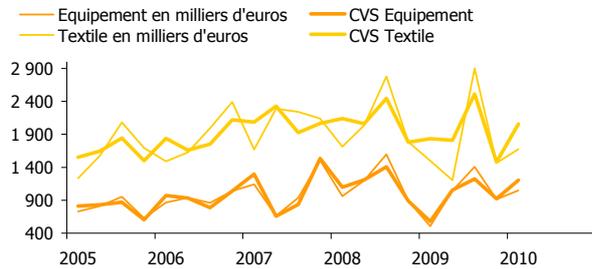
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
Personnes morales	81	99	108	125	149	159	176	203	228	12,3%	53,0%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

## 4. Les ménages

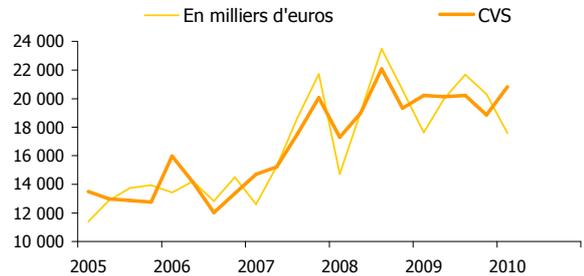
### 4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles



Source : Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires



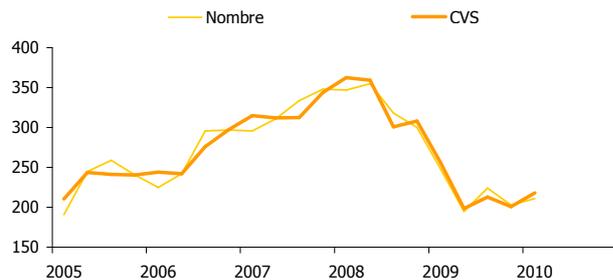
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

(en milliers d'euros)	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Σ10/Σ09
<b>Produits alimentaires</b>	<b>11 386</b>	<b>13 425</b>	<b>12 603</b>	<b>14 720</b>	<b>17 617</b>	<b>20 013</b>	<b>21 642</b>	<b>20 290</b>	<b>17 569</b>	<b>-13,4%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,3%</b>
CVS	13 477	15 964	14 693	17 280	20 213	20 112	20 210	18 855	20 820	10,4%	3,0%	-
<b>Vêtements et produits textiles</b>	<b>1 236</b>	<b>1 490</b>	<b>1 671</b>	<b>1 714</b>	<b>1 498</b>	<b>1 798</b>	<b>2 901</b>	<b>1 464</b>	<b>1 673</b>	<b>14,3%</b>	<b>11,7%</b>	<b>11,7%</b>
CVS	1 551	1 839	2 086	2 136	1 836	1 806	2 512	1 480	2 056	38,9%	12,0%	-
<b>Biens d'équipement ménager</b>	<b>731</b>	<b>863</b>	<b>1 141</b>	<b>962</b>	<b>507</b>	<b>1 044</b>	<b>1 406</b>	<b>914</b>	<b>1 046</b>	<b>14,4%</b>	<b>106,3%</b>	<b>106,5%</b>
CVS	812	972	1296	1094	579	1053	1221	921	1203	30,6%	107,8%	-

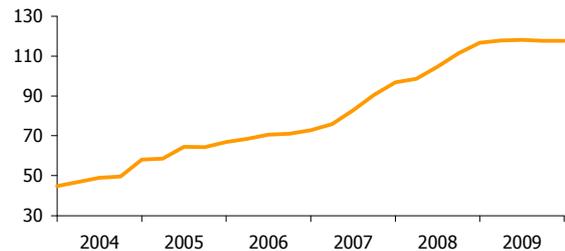
Source : Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme



Source : Sorefi

Encours des crédits à la consommation des ménages (établissement locaux et non locaux)



Source : IEDOM Mayotte

Nombre de véhicules de tourisme vendus

	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
Nombre	191	225	296	347	248	195	224	203	211	3,9%	-14,9%	211	-14,9%
CVS	211	244	315	363	256	199	213	201	218	8,8%	-14,8%	-	-

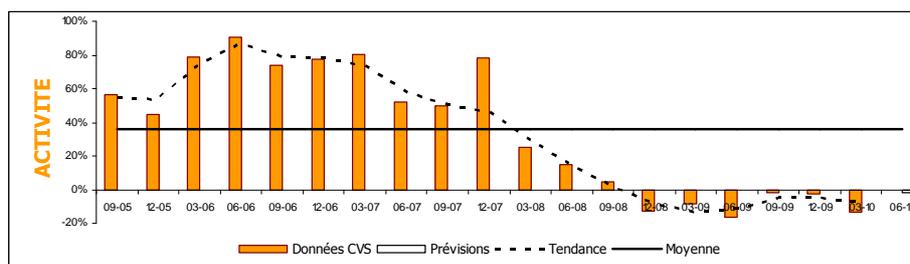
Source : SOREFI

Encours des crédits à la consommation (établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec-09/sept-09	dec-09/dec-08
Crédits à la consommation	58,2	67,0	72,9	96,9	116,7	117,9	118,2	117,7	117,6	-0,1%	0,7%

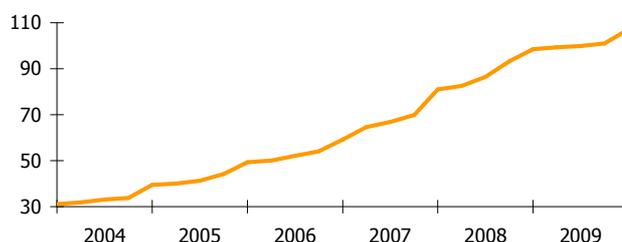
Source : IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 31 mars 2010



## 4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours des crédits à l'habitat, (établissements de crédit locaux et non locaux)



Source : IEDOM Mayotte

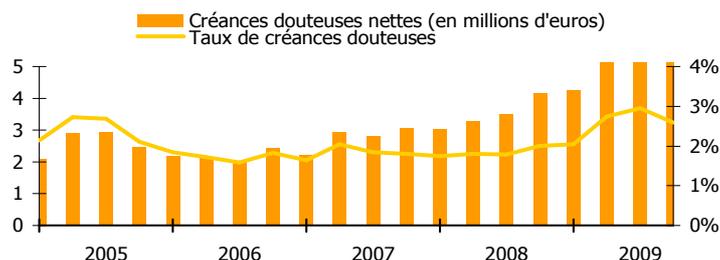
Encours des crédits à l'habitat (établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec-09/sept-09	dec-09/dec-08
Crédits à l'habitat	39,3	49,2	59,2	81,0	98,5	99,3	99,9	100,8	107,1	6,2%	8,7%

Source : IEDOM

## 4.3 La vulnérabilité financière des ménages

Ratio créances douteuses nettes / total des crédits consentis aux ménages (établissements de crédit locaux)



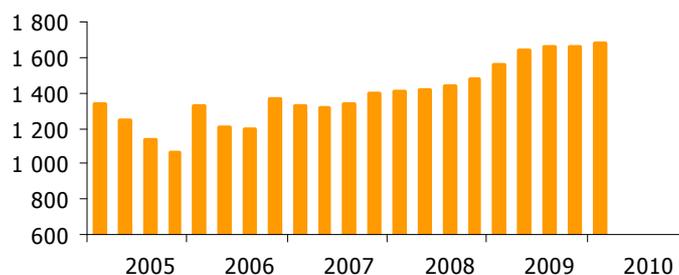
Source : IEDOM Mayotte

Créances douteuses nettes (établissements de crédit locaux)

	déc.-04	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	dec-09/sept-09	dec-09/dec-08
en millions d'euros	1,9	2,5	2,4	3,1	4,2	4,3	5,7	6,2	5,5	-10,2%	33,5%
Taux de créances douteuses	1,9%	2,1%	1,8%	1,8%	2,0%	2,0%	2,7%	2,9%	2,6%	-0,3 pt	0,6 pt

Source : IEDOM

Personnes physiques en interdiction bancaire



	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
Personnes physiques	1 340	1 328	1 325	1 410	1 558	1 638	1 659	1 657	1 674	1,0%	7,4%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

## 5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

### 5.1 Le marché de l'emploi

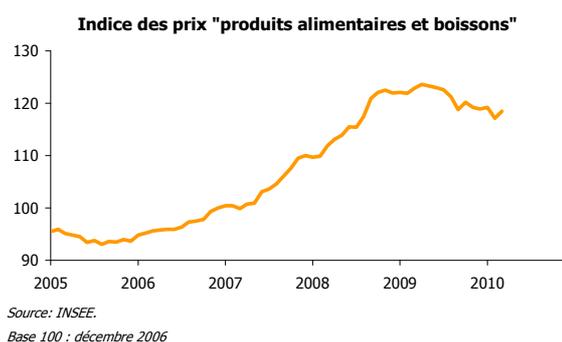
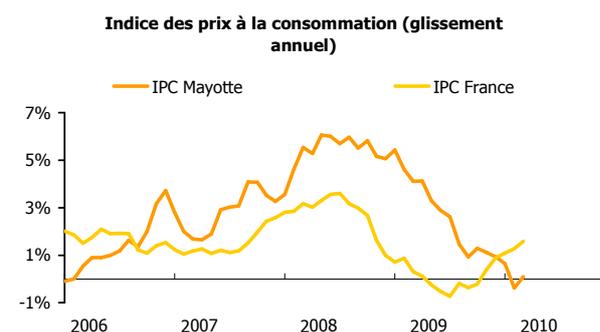
Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à fin décembre 2009 (toutes catégories confondues) : 12 580

#### Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par Pôle emploi en 2009

décembre-09	2009	
	Enregistrées	Satisfaites
<b>Total des offres enregistrées</b>	<b>3 088</b>	<b>2 522</b>
Agriculture, chasse, sylviculture Pêche, aquaculture	101	48
Industries extractives	11	7
Industries manufacturières	123	72
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	65	59
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	21	23
Construction	392	258
Commerce - réparations automobile et de motocycles	152	85
Transports et entreposage	36	14
Hébergements et restaurations	109	90
Information et communication	50	38
Activités financières et d'assurance	6	5
Activités immobilières	3	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	61	36
Activités de services administratifs et de soutien	51	53
Administration publique	1 525	1 479
Education	82	58
Santé humaine et action sociale	49	30
Arts, spectacles et activités récréatives	11	5
Autres activités de services	196	138
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées	39	23
Activités des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5	1
Activités extra-territoriales	0	0
Non renseigné	0	0

Source : ANPE - Pôle emploi

### 5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus

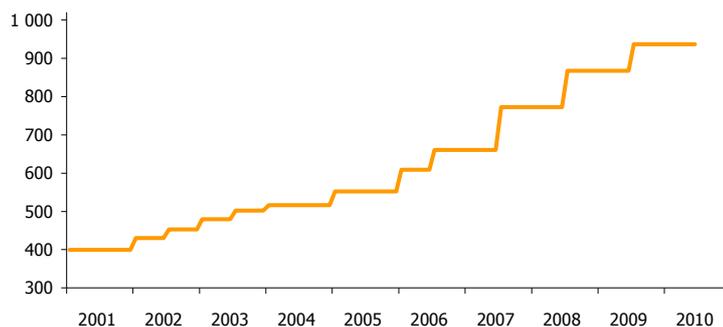


#### Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	mars-06	mars-07*	mars-08*	mars-09*	juin-09*	sept.-09*	déc.-09*	mars.-10*	mars.-10/dec.-09	mars-10/mars-09
<b>IPC (base 100 : décembre 2006)</b>	<b>10 000</b>	<b>97,3</b>	<b>98,9</b>	<b>104,4</b>	<b>108,7</b>	<b>109,2</b>	<b>108,7</b>	<b>109,5</b>	<b>108,8</b>	<b>-0,6%</b>	<b>0,1%</b>
Produits alimentaires et boissons	2 712	95,6	99,9	111,9	122,9	123,0	118,8	118,9	118,5	-0,3%	-3,6%
Produits manufacturés	3 177	98,5	97,9	100,1	100,6	100,6	102,0	102,0	100,5	-1,5%	-0,1%
Services aux ménages	3 342	99,2	99,4	103,5	107,3	107,8	109,7	112,3	111,2	-1,0%	3,6%

Source : INSEE

### SMIG mensuel net (en euros)



Source : DTEFP

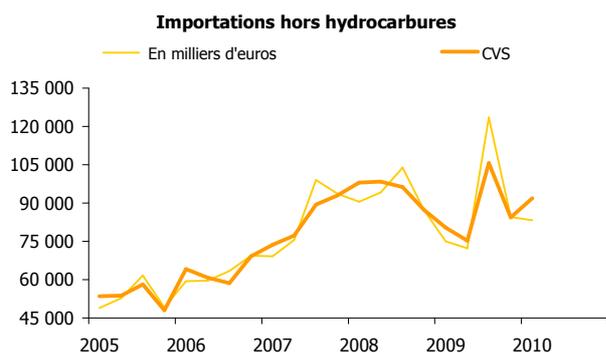
Sur la base de 169 heures travaillées par mois. Depuis 2008, les cotisations salariales s'élèvent à 6,5 %

### Salaires minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

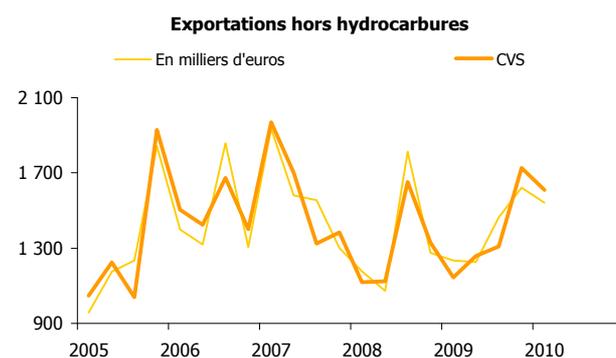
SALAIRES (€)	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	dec-09/dec-08
SMIG horaire brut	3,48	3,83	4,18	4,89	5,49	5,49	5,93	5,93	5,93	8,0%
SMIG mensuel brut	588,12	647,27	706,42	826,41	927,81	927,81	1002,17	1002,17	1002,17	8,0%
SMIG mensuel net	552,83	608,43	660,50	772,69	867,50	867,50	937,03	937,03	937,03	8,0%

Source : DTEFP

### 5.3 Commerce extérieur



Source : Direction régionale des Douanes



Source : Direction régionale des Douanes

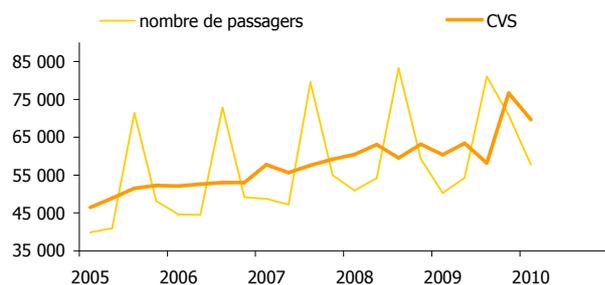
### Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	cumul 2010	Σ10/Σ10
<b>Exportations</b>	<b>959</b>	<b>1 398</b>	<b>1 936</b>	<b>1 176</b>	<b>1 235</b>	<b>1 226</b>	<b>1 463</b>	<b>1 621</b>	<b>1 542</b>	<b>-4,9%</b>	<b>24,8%</b>	<b>1 542</b>	<b>24,8%</b>
CVS	1 048	1 503	1 969	1 118	1 144	1 258	1 309	1 726	1 609	-6,8%	40,6%	-	-
<b>Importations</b>	<b>48 897</b>	<b>59 365</b>	<b>69 067</b>	<b>90 450</b>	<b>74 900</b>	<b>72 254</b>	<b>123 489</b>	<b>84 467</b>	<b>83 198</b>	<b>-1,5%</b>	<b>11,1%</b>	<b>83 198</b>	<b>11,1%</b>
CVS	53 565	64 094	73 587	97 979	80 330	75 191	105 593	84 380	91 829	8,8%	14,3%	-	-
<b>Taux de couverture</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,8%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>+0 point</b>	<b>+0,3 point</b>	-	-

Source : Direction régionale des Douanes

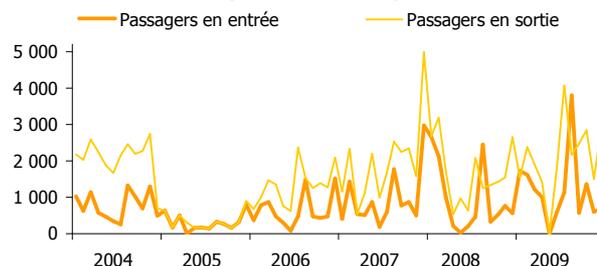
### 5.4 Les transports<sup>10</sup>

Passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi (entrée et sorties, hors transit)



Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Passagers enregistrés au port de Dzaoudzi (entrées et sorties)



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

#### Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi

TRAFIC AERIEN	1T05	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	1T10/4T09	1T10/1T09	Σ10/Σ09
Mouvements de vols	866	905	940	852	1 063	1 041	1 411	1 320	1 166	-11,7%	9,7%	9,7%
Nombre de passagers (hors transit)	46 471	52 061	57 696	60 411	60 394	63 345	58 190	76 583	69 699	-9,0%	15,4%	14,8%
CVS	46 471	52 061	57 696	60 411	60 394	63 345	58 190	76 583	69 561	-9,2%	15,2%	-
Fret commercial (en tonnes)	285	340	383	372	329	390	407	371	355	-4,3%	7,9%	30,3%
Poste (en tonnes)	72	73	94	123	146	169	204	235	159	-32,3%	8,9%	8,4%

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

#### Évolution du trafic maritime du Port de Dzaoudzi (Mayotte)

Trafic maritime	4T04	4T05	4T06	4T07	4T08	1T09	2T09	3T09	4T09	4T09/3T09	4T09/4T08
<b>Mouvements de navires (entrées + sorties)</b>											
Port de Dzaoudzi	119	23	62	142	101	131	96	159	110	-31%	9%
<b>Trafic de passagers</b>											
nombre d'entrées	2 487	1 271	2 403	4 335	1 830	4 544	1 588	5 497	2 634	-52%	44%
nombre de sorties	5 696	1 361	4 738	8 903	5 601	5 820	3 230	8 697	7 229	-17%	29%
<b>Total</b>	<b>8 183</b>	<b>2 632</b>	<b>7 141</b>	<b>13 238</b>	<b>7 431</b>	<b>10 364</b>	<b>4 818</b>	<b>14 194</b>	<b>9 863</b>	<b>-31%</b>	<b>33%</b>

Source : Direction de l'Aviation civile de Mayotte

<sup>10</sup>Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction du bulletin.

## LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
  - Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion  
électronique  
gratuite sur  
[www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

### Les Notes de l'Institut d'émission

- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)
- Compétitivité des ports ultramarins dans leur environnement régional (décembre 2007)
- La formation du produit net bancaire dans les DOM (octobre 2007)

Diffusion  
électronique  
gratuite sur  
[www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

### Les Notes expresses

- N°66 L'habitat à Mayotte (*février 2010*)
- N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (*janvier 2010*)
- N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (*décembre 2009*)
- N°63 L'habitat à La Réunion (*novembre 2009*)
- N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (*novembre 2009*)
- N°61 Réduction de la commande publique à La Réunion en 2009 (*juin 2009*)
- N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (*avril 2009*)
- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (*avril 2009*)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (*avril 2009*)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (*mars 2009*)
- N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (*mars 2009*)
- N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (*mars 2009*)
- N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (*mars 2009*)
- N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (*mars 2009*)
- N°52 La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 Le tourisme à La Réunion (janvier 2008)
- N°48 Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
- N°47 Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
- N°46 Déclin à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)

Diffusion  
électronique  
gratuite sur  
[www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

### Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture - B.P. 500 - 97600 Mamoudzou - Tél. : 02 69 61 05 05 - Fax : 02 69 61 05 02 - Mél : [agence@iedom-mayotte.fr](mailto:agence@iedom-mayotte.fr) et à la Division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 01 53 44 41 55. Téléchargements gratuits sur le site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

**L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) assure :**

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000 modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
  
- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public,
  - observatoire économique et financier,
  - médiateur départemental du crédit.
  
- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échanges de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique et financier permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également chaque année une monographie présentant le bilan économique et financier de chaque collectivité. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

L'IEDOM apporte ses services - dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon - à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou**

**Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : Yves BARROUX  
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT  
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer en juin 2010

Dépôt légal : juin 2010